

# ALEXANDER LIKHOTAL

## Président de Green Cross International

Je suis censé donner une image plus globale de l'impact des activités économiques sur la nature. Si vous avez participé à de nombreuses conférences ces derniers temps, il ne serait pas surprenant que le terme que vous ayez le plus entendu soit celui de « crise ». Au cours de cette conférence, nous parlons crise mondiale, crise économique, crise financière, crise de la dette, crise du climat, crise hydrique, etc. Cela me rappelle toujours une phrase de Descartes, « appelez les choses par leur nom, vous éviterez la moitié des malentendus. »

Je dois dire que la crise climatique n'existe pas, que la crise hydrique n'existe pas et que la crise économique non plus. Toutes sont la manifestation d'un problème bien plus profond auquel nous faisons face, et il ne s'agit pas du monde, mais de nous, de notre incapacité à changer cette éternelle croyance que nous serons toujours en mesure de modeler le monde en fonction de nos besoins, alors que nous en demandons plus à la planète qu'elle ne peut fournir. Le « Jour du dépassement de la Terre », jour auquel nous avons consommé la part durable des ressources, a été atteint cette année le 27 septembre.

Hier, j'ai écouté de nombreuses déclarations intéressantes et fouillées et l'idée que nous sommes lancés sur une trajectoire de collision avec la nature est rigoureusement exacte. Je reste toutefois un peu surpris des conclusions qui en ont été tirées. Nous sommes sur une trajectoire de collision, et c'est pourquoi nous devons sauver le système bancaire ! C'est ce qui a été dit hier.

Je ne suis pas anti banque. Ma fille travaille d'ailleurs pour une banque. Ce dont je ne suis pas certain, en revanche, c'est pourquoi nous devons sauver le système et non le mode de vie que ce système doit servir. De nombreuses questions doivent être clarifiées pour parvenir, le cas échéant, à de telles conclusions.

Le problème majeur, tel que je l'entends, est que notre capacité créative dépasse largement notre capacité d'adaptation au monde. Quelles sont les conséquences environnementales de nos activités économiques ? De manière générale, les évaluations actuelles du PIB mondial 2010 s'élevaient à environ 60 trillions de dollars, et même avec un taux de croissance par habitant modeste, si les économies émergentes parviennent à leurs objectifs, nous devrions atteindre 200 trillions de dollars au cours des 30 années qui viennent. Ce qui signifie trois mondes entiers puisant dans les ressources du monde tel qu'il existe aujourd'hui, un monde déjà soumis à une très forte pression en matière de limites de production et de consommation.

Le monde a multiplié par 12 sa consommation de combustibles fossiles au cours du XXe siècle, tout en extrayant 34 fois plus de ressources matérielles. Chaque citoyen de l'Union européenne consomme chaque année 16 tonnes de matériaux, dont six sont des déchets, qui vont en décharge pour la moitié d'entre eux. Quelque 65 milliards de matières premières, en chiffres absolus, ont intégré le système économique en 2010, et ce chiffre devrait s'élever à environ 82 milliards de tonnes d'ici à 2020. En conséquence, la moitié des forêts tropicales de la planète, véritables poumons de nos écosystèmes, ont déjà disparu ; d'ici à 2030, au rythme de culture actuel, seuls 10 % des forêts tropicales seront encore debout. 90 % des gros poissons ont disparu des océans et nous polluons chaque jour nos lacs, nos rivières et nos océans avec deux millions de tonnes d'eaux usées et de déchets agricoles et industriels.

De toute évidence, il n'est pas possible de prouver le lien entre activité économique et catastrophes naturelles, mais la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ont tellement augmenté ces dernières décennies qu'il serait peu prudent de nier un tel lien. 78 catastrophes naturelles ont été enregistrées en 1978 ; 385 l'année dernière. Et au cours de l'année dernière, nous avons déjà observé cinq méga-catastrophes. Cette année, l'ouragan Sandy a confronté les États-Unis à la réalité en imposant pour la première fois une empreinte très nette du changement climatique sur les résultats d'une campagne électorale.

Avant 1988, il n'y avait jamais eu de catastrophe pour laquelle le secteur des assurances avait dû déboursier plus de 1 milliard de dollars en sinistres : depuis, il y en a eu plus d'une vingtaine. Nous ne devons pas avoir l'impression que

les catastrophes sont réservées aux autres régions du monde, ou que l'Europe en recense moins. En dix ans au cours de ce siècle, 80 000 citoyens de l'Union européenne ont été tués par des catastrophes naturelles, et celles-ci ont coûté à l'économie européenne quelque 100 milliards d'euros.

Beaucoup a déjà été dit sur le changement climatique, et je pense que nous avons besoin de comprendre que si nous échouons aujourd'hui à tarifer et à réduire les émissions de carbone, et si nous continuons à nous reposer principalement sur les combustibles fossiles, nous portons préjudice à notre économie. Il ne s'agit pas là juste d'une hypothèse. Ceux qui contestent cette conversion oublient de comptabiliser les coûts des dommages déjà occasionnés par le réchauffement climatique. J'en veux pour preuve une illustration très parlante. Il y a seulement cinq ans, le rapport Stern suggérait que d'ici à l'an 2100, 1-2 % du PIB global disparaîtraient si les températures augmentaient de 2,5 degrés Celsius. Le mois dernier, un nouveau rapport a été publié, commandé par vingt gouvernements. Selon ce rapport, le réchauffement climatique contribue déjà au décès de près de 400 000 personnes par an et coûte au monde plus de 1,2 trillions de dollars par an, soit 1,6 % du PIB global chaque année. Par conséquent, les coûts liés à cet échec à tarifer le carbone et à réduire les émissions sont déjà bien tangibles.

Je passerai sur certains aspects liés aux problèmes hydriques et j'en arriverai à ma conclusion. De toute évidence, l'efficacité seule ne suffira pas à résoudre les problèmes que nous abordons aujourd'hui. Les euphémismes comme « économie verte » ou « croissance durable partagée » ne serviront à rien eux non plus. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une transition vers une économie circulaire. Nous devons déconnecter la croissance économique de la consommation d'énergie et des matériaux. Nous contenter d'améliorer l'efficacité des ressources ne suffira pas à nous amener là où nous voulons être. Je ne mets pas en cause cet objectif ; fondamentalement, nous n'avons pas le choix. Ce que nous devons remettre en question, en revanche, est la manière dont la production et la consommation s'organisent à l'heure actuelle. À travers toute l'évolution de notre civilisation industrielle, la procédure est restée linéaire, fondée sur une formule très simple – prendre, produire, rejeter. Nous prenons des ressources naturelles, les entreprises produisent des biens dont le consommateur dispose avant de les rejeter quand leur cycle de vie est épuisé.

Une première étape importante vers une économie circulaire serait de recycler, d'augmenter de manière significative les taux de recyclage qui sont ridiculement faibles. Selon un rapport publié l'année dernière par le PNUE, les taux de recyclage du métal sont dans de nombreux cas très inférieurs à leur potentiel de réutilisation. 34 métaux sur 60 sont recyclés à moins de 1 % ; c'est à peine croyable. Alors que les émissions de CO<sub>2</sub> sont réduites de plus de 90 % quand un rejet d'aluminium est utilisé à la place de la bauxite, seul un tiers de la demande en aluminium est fournie par la production secondaire. Alors que les émissions de CO<sub>2</sub> sont réduites de 65 % en faisant appel à du cuivre usagé, moins d'un tiers de la production de cuivre en est issue. Et c'est encore pire avec le plomb et d'autres métaux.

Ce qui signifie que nous devons développer de nouveaux modèles d'activité pour l'économie circulaire, et c'est un aspect essentiel. À l'heure actuelle, les modèles économiques se fondent sur l'optimisation des volumes commerciaux de différents produits ; dans le modèle économique circulaire, la vente de produits est remplacée par le crédit-bail, associé à des services exceptionnels. Que la responsabilité des matériaux utilisés dans un produit incombe aux entreprises de fabrication génère de forts facteurs de stimulation pour pleinement exploiter ces matériaux et gagner de l'argent sur ce qui a été produit pour une durée aussi longue que possible. Ainsi, Rolls-Royce a remplacé la vente de moteurs à injection à diverses compagnies aériennes par un crédit-bail. Michelin loue les pneus pour les véhicules lourds et est chargé de leur entretien, de leur mise à niveau et de leur recyclage. Xerox offre des services de copie plutôt que des photocopieurs. La liste s'allonge et est déjà très longue.

La question cruciale consiste à savoir comment faire avancer la société vers une économie circulaire, car les mécanismes de tarification seuls ne suffiront pas. Ce qui signifie qu'une intervention gouvernementale est nécessaire, et de mon point de vue trois domaines méritent aujourd'hui notre attention. L'un d'eux consiste à relier les objectifs à l'efficacité des ressources ; définir de tels objectifs, supérieurs au taux de croissance attendue de l'économie, enverrait les bons signaux pour se concentrer sur une réutilisation et un recyclage maximum des matériaux. Deuxièmement, en accordant la priorité aux conceptions durables et aux boucles matérielles, la communauté de la recherche prêterait une attention maximum aux principes de l'économie circulaire. Enfin, en diminuant les taxes sur le travail et en rehaussant celles sur l'utilisation de matières premières vierges, des facteurs de motivation similaires entreraient en jeu, comme pour les objectifs contraignants d'efficacité des ressources.



Pour revenir à Descartes, l'acceptabilité environnementale comprise comme il se doit implique de se demander si nous sommes suffisamment intelligents pour accepter de nous changer nous-mêmes afin d'inverser les tendances vers la bonne direction.